



attac

# Le Courriel d'information

n°259 – Vendredi 24 Août 2001.

## BAS LES MASQUES

### Dans ce numéro

#### 1- Les malentendus de la mondialisation

Parler de mondialisation et d'anti-mondialisation sans qualification ou sans autre qualification que libérale à la place de capitaliste est un non-sens. Enfin, l'éloge du mondialisme est bâti sur une hypothèse douteuse qui renoue avec le naturalisme libéral : il existerait des droits humains indépendamment de l'organisation sociale.

#### 2- Partir au Qatar

L'association américaine Public Citizen propose une action afin de démasquer l'OMC et les gouvernements des pays membres qui affirment que les libertés et en particulier le droit de manifester et de se réunir sont garanties au Qatar lors de la prochaine réunion ministérielle qui se tiendra à Doha à partir du 9 novembre prochain.

#### 3- Campagne de soutien à ATTAC Maroc: premiers résultats

Malgré la "non-légalisation" officielle, le premier congrès d'Attac Maroc s'est tenu les 14 et 15 juillet derniers à Casablanca. Presque tous les groupes locaux étaient représentés. Jusqu'au dernier moment, les organisateurs ont craint une interdiction de la part des autorités.

#### 4- Big pharma : acteur de la mondialisation capitaliste

Le procès de Pretoria a mis en lumière le vrai visage de l'industrie pharmaceutique. Pour le décrire, il suffit d'inverser le slogan des manifestants sud africains : « la vie plutôt que les profits ». Le principal argument de Big Pharma est la protection des brevets, indispensables selon eux au financement de la recherche. Apportons tout de suite une première réponse à ce pseudo argument.

#### 5- La police est folle.

« En un clin d'oeil, les policiers, qui sont plus nombreux que les "manifestants", définissent un périmètre de sécurité. Les CRS interpellent alors plusieurs personnes. Le jeune stagiaire étudiant dépêché par Le Monde afin d'effectuer un reportage sur ce rassemblement est également arrêté et menotté. » (Le Monde 21/08/01) Voici le témoignage de l'un des manifestants.

### Les malentendus de la mondialisation

Par Jean-Marie Harribey

Après Gênes, la radicalisation de l'opposition à la « mondialisation » et la violence de la répression rendent nécessaire d'identifier clairement l'adversaire. S'agit-il de mettre en échec le libéralisme qualifié parfois de néo ou d'ultra et avec lui la « mondialisation libérale » ou s'agit-il d'autre chose ? Pourquoi la critique du capitalisme a-t-elle fait place à celle du libéralisme avec l'approbation implicite de la plupart des contestataires qui se qualifient eux-mêmes d'« antimondialistes antilibéraux » quand ce n'est pas de « mondialistes antilibéraux » ?

Un énorme contresens s'est installé dans le débat public dont la responsabilité incombe en partie aux faiseurs d'opinion qui propagent l'idéologie favorable au système économique capitaliste, mais également aux contestataires les plus radicaux qui se sont enfermés eux-mêmes dans une suite de faux débats. L'évolution économique contemporaine est appelée « mondialisation libérale » tant par ses apologistes que par ses critiques. Ce consensus est un piège redoutable pour ceux qui luttent contre les méfaits de la dite « mondialisation libérale » et qui affirment qu'« un autre monde est possible ». Il repose sur un contresens aussi absurde que pervers. Un glissement sémantique a rendu obscure la différence entre capitalisme et libéralisme, la critique du second se substituant à celle du



attac

premier, mais au prix d'une contradiction théorique et d'une paralysie politique. Ce n'est pas tout, car ce contresens est lui-même dissimulé par une opposition simpliste entre adversaires de la mondialisation et partisans d'une certaine mondialisation qui n'aurait rien à voir avec celle en cours aujourd'hui. Ce petit texte essaie de contribuer à la levée de ces malentendus.

La mondialisation n'est pas d'abord libérale

Qualifier le processus de mondialisation des activités économiques de « libéral » est une erreur. Parce que le libéralisme n'est pas un système entendu comme une organisation économique et sociale concrète mais relève du domaine des idées. L'erreur est d'autant plus regrettable que le libéralisme présente deux facettes distinctes quoique liées entre elles. Le libéralisme est une philosophie politique qui met l'individu libre au centre de sa problématique. C'est aussi une doctrine économique qui elle-même contient deux volets. Le premier est une justification du capitalisme fondée sur le fait que la propriété privée serait un droit naturel - et non pas circonstanciel et lié à une société particulière, datée historiquement - et qu'ainsi la recherche de l'intérêt individuel conduirait au bien-être général. Il en découle un discours normatif sur ce capitalisme qui constitue le second volet du libéralisme économique : la régulation de la société doit se faire par le libre jeu des mécanismes de marché, hors de toute intervention publique.

Nous avons vu certes au cours du dernier quart du XXème siècle se répandre dans le monde entier certains des préceptes libéraux : le libéralisme politique a d'une part été réduit au libéralisme économique, et d'autre part celui-ci a été défini par la seule liberté de circuler pour les capitaux. Alors que le libéralisme politique affiche la liberté pour tous comme un principe fondamental, le libéralisme économique ne retient que la liberté pour ceux qui possèdent du capital. Le libéralisme économique a pour l'instant incontestablement gagné la bataille des

idées dans le monde. Mais cette victoire n'est que la partie visible d'une autre bien plus profonde qui s'enracine dans une réalité matérielle. En dépit de - ou peut-être grâce à - ses crises, le capitalisme, dont l'unique but est la recherche de profit, connaît aujourd'hui une mutation de grande ampleur. Sous l'égide de la finance devenue mondiale, il porte l'exploitation du travail salarié à un point jamais atteint dans la mesure où toutes les activités humaines sont soumises à l'impératif de rentabilité, où la concurrence finit de ruiner toutes les petites productions individuelles surtout dans les pays pauvres, et où la privatisation des services publics et des ressources naturelles est programmée par les élites économiques et politiques.

Ce n'est donc pas la régulation de plus en plus libérale du capitalisme qui est la cause des dégradations sociales et écologiques. C'est le système lui-même dont la survie exige pour ses privilégiés que soit portée atteinte aux équilibres sociaux et écologiques fondamentaux. La hausse des cours boursiers suppose des plans de licenciement à répétition et la hausse des dividendes versés aux actionnaires impose que les salaires augmentent moins vite que la productivité du travail. Et les grandes puissances s'apprentent à faire de la protection de la nature un nouveau gisement de profit : polluer pour pouvoir dépolluer ensuite et en confier la maîtrise à un marché des droits de polluer.

Elle est capitaliste

Le piège se referme donc. Au lieu de remettre en cause le système capitaliste et, par voie de conséquence, sa justification et le projet de ses idéologues libéraux, le combat est dévié et dévoyé vers la seule contestation de la forme libérale de sa régulation. Le capitalisme est une organisation de la société dans laquelle le travail salarié est exploité par le capital. La libéralisation accélérée du système depuis vingt-cinq ans fut un choix des classes dominantes pour faciliter et achever le processus de marchandisation du monde



attac

affublé de l'euphémisme « mondialisation ».

Que doit-on contester : le capitalisme ou simplement la forme libérale de sa régulation ? Suffirait-il de limiter la spéculation permise par l'ouverture des frontières financières ? Ce serait oublier que derrière la spéculation il y a toujours l'exploitation capitaliste[2]. La dictature des marchés financiers est-elle seule en cause ? Elle ne serait pas possible durablement si l'exploitation du travail n'était pas renforcée : la bulle financière est le résultat mécanique de la précarité, de la flexibilité, des licenciements et de l'appropriation par le capital des gains de productivité. La spéculation se nourrit du rapt de la valeur créée par les travailleurs dans la production.[3]

Le démantèlement des services publics prévu par l'AGCS est-il une lubie d'une OMC trop libérale ? La stratégie des grands groupes capitalistes est de s'emparer des richesses collectives non marchandes telle que l'éducation, la culture, la santé et toute la protection sociale, comme elles l'ont déjà fait pour l'eau et les transports. Encore un rapt.

Est-ce pour améliorer le financement des retraites qu'il est envisagé de le confier à des fonds de pension ? C'est pour accroître la rentabilité des détenteurs de capitaux originaires des pays riches qui iraient investir dans les pays en voie de développement. Toujours du rapt, au détriment des plus pauvres déjà mis en coupe réglée par le FMI et la Banque mondiale à travers leurs plans d'ajustement structurel. Si l'on en veut une preuve, on peut la trouver chez les partisans de la régulation du capitalisme. On se souvient qu'un député « de gauche » affirmait qu'il fallait faire payer nos retraites par les Chinois[4]. Une équipe d'économistes bien en vue persiste en signant : « La population à forte épargne des pays développés et vieillissants subirait une baisse de rentabilité de sa richesse financière si elle devait investir exclusivement dans des droits de propriété sur le capital interne.

Cependant, l'intégration mondiale des marchés de capitaux lui permet d'investir dans les droits de propriété sur le capital productif des zones où la population active est en forte croissance. [...] Les épargnants des zones riches seront donc mieux rémunérés qu'ils ne le seraient en autarcie. »[5]

Faut-il crier haro sur G.W. Bush qui refuse de ratifier le protocole de Kyoto sur la réduction de l'émission de gaz à effet de serre et dire bravo à J. Chirac qui en demande l'application ? Ce protocole organise la privatisation de la nature par la mise en place d'un marché des droits de polluer. C'est le rapt des richesses naturelles : au lieu d'être captées et dévastées essentiellement par les Etats-Unis, elles le seraient par tous les pays riches.

La baisse des impôts est-elle la petite merveille annoncée ? Elle représente une prime versée aux plus riches pour qu'ils aient davantage de capitaux à placer, c'est-à-dire qu'ils puissent exploiter davantage le travail. Retour à la case départ : rapt.

Le libéralisme économique est un mode de régulation du capitalisme. Les outrances du premier rendent plus apparents les méfaits du second. Pourrions-nous nous contenter de dénoncer l'un sans toucher à l'autre : non à la spéculation mais oui à l'exploitation ? La spéculation serait combattue, mais une certaine tolérance serait admise envers l'exploitation de la force de travail. Ce serait contradictoire car la spéculation reposant sur l'exploitation, l'impératif capitaliste de l'exploitation ferait réapparaître aussitôt la spéculation.

Le contresens qui aboutit à substituer le qualificatif de libéral à celui de capitaliste affaiblit le mouvement social car il débouche sur une contradiction : alors que l'on lutte contre le libéralisme, l'exigence du profit capitaliste le fait renaître sans cesse par nécessité d'un discours de légitimation du système et d'une pratique politique pour le mettre en œuvre. La lutte contre le capitalisme englobe celle contre le



attac

libéralisme économique mais l'inverse n'est pas vrai. La difficulté politique vient du fait qu'il faut modifier les règles de régulation pour préparer les conditions de la fin du capitalisme et non pour en assurer la pérennité. Autrement dit, la remise en cause du libéralisme est une condition nécessaire, mais elle est loin d'être suffisante.

#### Le choix entre deux objectifs

Le choix entre une stratégie antilibérale et une stratégie anticapitaliste se résume ainsi. Son premier terme s'exprime très clairement sous la plume de René Passet : « il s'agit, à partir de l'extension des technologies humaines à l'espace planétaire (mondialisation), de s'interroger sur la conduite à tenir : suppression de toute tentative de régulation politique du phénomène, afin d'en favoriser le déploiement, avec toutes ses conséquences, ou bien, à l'opposé, maintien ou renforcement de la régulation en raison de certaines de ses conséquences pour la "communauté humaine" ? »[6]. Cette problématique me paraît insuffisante, et donc fautive, et elle doit être remplacée par la suivante : à partir d'une analyse du capitalisme comme système ne pouvant qu'exploiter l'homme et la nature, se fixer comme objectif horizon la fin de ce système avec, immédiatement, une maîtrise politique démocratique non pour le pérenniser mais pour rendre possible son dépassement. Dans le premier cas, le capitalisme est considéré comme un ordre désormais éternel et immuable dont il faut juste corriger les excès. Dans le second, les êtres humains gardent l'avenir ouvert à d'autres possibles. D'un côté, la fatalité de l'histoire, de l'autre, le sens qu'on lui donne et seulement celui-là.

Parler de mondialisation et d'anti-mondialisation sans qualification ou sans autre qualification que libérale à la place de capitaliste est un non-sens. Enfin, l'éloge du mondialisme[7] est bâti sur une hypothèse douteuse qui renoue avec le naturalisme libéral[8] : il existerait des droits humains indépendamment de

l'organisation sociale. Mais, à l'inverse, la négation de l'universalisme de certaines valeurs se fait au nom d'une valeur jugée universelle : le respect de toutes les cultures[9]. Dans les deux cas, l'absolutisation du mondialisme représente un raisonnement vicié. De même, ni libre-échange ni le protectionnisme n'ont de légitimité absolue. Le libre-échange ne doit progresser qu'en proportion de la capacité que nous avons à faire en sorte qu'il ne détruise pas les sociétés, les cultures et les savoir-faire humains. A cet égard, la capacité pour chaque peuple de conserver une large autonomie alimentaire est essentielle. En retour, le protectionnisme n'est qu'un palliatif temporaire au manque de coopération et aux inégalités de puissance. Si le monde doit évoluer vers plus de liberté économique, ce ne peut être qu'en subordonnant celle-ci à la liberté humaine et à la mise en place de règles de coopération et non pas de règles organisant la victoire des plus forts sur les plus faibles.[10]

La mondialisation ne peut ni être « heureuse » à la Alain Minc, ni « à visage humain » à la Michel Camdessus. Elle ne peut l'être tant que les uns vivent sur le dos des autres. Pour ou contre la mondialisation est le genre de faux débat qui permet d'éviter le vrai : pour ou contre la marchandisation capitaliste.

Faire le choix d'un combat contre le capitalisme n'est pas un retour à la croyance au grand soir. C'est se fixer un cap bien plus réaliste que de croire que le monde peut continuer de tourner éternellement avec autant d'injustices et de dégradations. Une association comme ATTAC n'est en soi, au départ, ni exclusivement antilibérale ni foncièrement anticapitaliste. Elle se trouve être à la jonction des luttes se situant sur des terrains différents mais de plus en plus voisins : les luttes de classes au sens traditionnel et les luttes contre les multiples aberrations sociales et écologiques. De ce fait, elle est évidemment traversée par les contradictions de la société et des aspirations diverses s'y expriment. Ce n'est



attac

pas un handicap si le débat démocratique y demeure, et, au contraire, cela peut se révéler être un atout pour accélérer la prise de conscience du plus grand nombre. En tout cas, elle est en France l'un des rares lieux où se forge aujourd'hui une culture de la radicalité. On eût aimé que les débats qu'elle a impulsés et imposés sur la place publique depuis trois ans fussent pris en charge par les organisations syndicales et politiques engluées dans un social-libéralisme encore plus dangereux qu'un simple antilibéralisme.

L'évolution du capitalisme est telle que sont réunies les bases objectives d'une jonction des luttes sur le terrain de la production - terrain traditionnel de la lutte des classes - avec celles menées hors de la production comme l'alimentation, l'écologie, le cadre de vie, le logement et les services publics. Ces bases sont aujourd'hui réunies car le capitalisme a vocation de s'emparer de tout et de tout broyer sous sa logique glacée. Le prolétariat est exploité parce qu'il est dépossédé d'une grande partie de ce qu'il produit mais il est aussi aliéné par le fait que le capitalisme lui happe non seulement son temps de travail mais, de surcroît, et de plus en plus, tout son temps de vie ainsi que les conditions mêmes de sa vie, l'air, l'eau et son savoir. Mais s'il y a des choses que le capital pourra difficilement nous arracher, ce sont notre capacité d'indignation et notre capacité de raisonnement qui nourrissent nos capacités de résistance et de propositions.

----

[1] . Ce texte est celui d'une conférence au colloque des Nuits atypiques de Langon le 1er août 2001. Il résume un texte beaucoup plus important « De l'antilibéralisme à l'anticapitalisme », à paraître aux Editions du Passant Ordinaire.

[2] . Voir B. Larsabal, « La bourse ou la vie : Le miroir aux alouettes », Le Passant Ordinaire, n° 32, décembre 2000-janvier 2001.

[3] . Voir J.M. Harribey, « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur », Le Monde, 3 juillet 2001.

[4] . J.C. Boulard, « Réflexion faite, oui aux fonds de pension », Le Monde, 13 novembre 1998 ; en réponse à J.M. Harribey, « Répartition ou capitalisation : on ne finance jamais sa propre retraite », Le Monde, 6 novembre 1998.

[5] . M. Aglietta, J. Château, J. Fayolle, J. Le Cacheux, V. Touze, M. Julliard, « L'avenir de nos retraites face à la globalisation financière : une exploration du modèle INGENUE », La Lettre du CPII, n° 200, avril 2001, dans Problèmes économiques, n° 2722, 18 juillet 2001.

[6] . R. Passet, Eloge du mondialisme par un "anti" présumé, Paris, Fayard, 2001, p. 26.

[7] . R. Passet, op. cit. Le livre de R. Passet évite à mon avis l'écueil d'un mondialisme défini par référence aux valeurs occidentales : par exemple, il réfute l'idéologie de la domestication de la nature héritée du siècle des Lumières. En ce sens, il échappe à l'une des critiques exprimées ci-dessus. En revanche, sa problématique antilibérale n'est pas à la hauteur du constat sévère qu'il dresse : d'un côté, une critique radicale : « la rapacité du capital » [p. 23], « la rapacité de la finance » [p. 27], « Les rapaces n'avaient pas de temps à perdre » [p. 57] ; de l'autre, des propos ambigus : « L'entrepreneur - on ne le lui reprochera pas - a toujours recherché son intérêt. Mais il est arrivé que ce dernier coïncide avec celui de ses salariés. Rien de tel lorsque le pouvoir passe aux mains du financier. » [p. 56].

[8] . Pour un complément sur les prétendues lois naturelles de l'économie, voir J.M. Harribey, « Nouvelle économie ou nouvelle idéologie », Le Passant Ordinaire, n° 33, février-mars 2001, reproduit dans ATTAC info, Le grain de sable, n° 252, 10 juillet 2001 ; « Le plaisir, la souffrance et l'économiste : Introduction à l'épistémologie de l'économie », Le Passant



attac

Ordinaire, n° 34, avril-mai 2001, reproduit dans ATTAC info, Le grain de sable, n° 248, 20 juin 2001.

[9] . S. Latouche, « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », Le Monde diplomatique, mai 2001 ; J. Toiser, « Pour une critique de l'idéologie des droits de l'homme », Actes du colloque régional « Mondialisation et émancipation humaine », Bordeaux, 16 au 21 octobre 2000, Espaces Marx, p. 48-51.

[10] . Voir J.M. Harribey, « Quelle (anti)mondialisation ? », Le Passant Ordinaire, n° 30, août-septembre 2000.

### Partir au Qatar

Par Public Citizen

L'association américaine Public Citizen propose une action en relation avec la réunion de l'OMC qui se tiendra à Doha à partir du 9 novembre prochain. Public Citizen précise que traditionnellement le Qatar n'autorise pas les manifestations. Le roi a cependant donné instruction à son gouvernement de faire une exception pour la réunion ministérielle de l'OMC. Cependant il semblerait que seules des organisations auparavant accréditées par l'OMC elle-même pourront se rendre sur le territoire qatari. Cela laisserait donc de côté une très grande partie des organisations militantes, sans parler des personnes qui souhaiteraient s'y rendre. Cette promesse du gouvernement qatari est donc vide de sens. Elle sert pourtant aux responsables de l'OMC et aux gouvernements des pays membres pour affirmer que toutes les activités militantes pacifiques sont autorisées.

Il s'agit donc d'après Public Citizen de démasquer cette hypocrisie. Pour ce faire l'association propose une lettre type à envoyer à l'ambassade du Qatar la plus proche.

Il n'en existe pas dans tous les pays. Par exemple pour les personnes vivant en

Amérique du sud et dans les Caraïbes, la plus proche se trouve à Washington (USA) Embassy of the State Qatar Suite 200, 4200 Wisconsin Ave., NW Washington, D.C. 20016 202/274-1616 (phone) 202-237-9880 (fax) or [jbvisa@aol.com](mailto:jbvisa@aol.com)

France : Ambassade du Qatar – 57 quai d'Orsay – 75007 Paris – tel : 01.45.51.90.71

Royaume Uni : Qatar Embassy - 1 South Audley Street, W1 – W1K 1NB London – tel 020.7493.2200

(et sans doute quelques autres dans le monde)

Merci d'envoyer une copie de votre lettre par courrier électronique à [mstrand@citizen.org](mailto:mstrand@citizen.org) ou par fax : +202.547.7392 ou par la Poste : Public Citizen's Global Trade Watch, 215 Pennsylvania Ave. SE, Washington DC 20003, USA.

Lettre type proposée.

Demande de visa pour la réunion ministérielle de l'OMC

Monsieur l'Ambassadeur,

Je souhaite me rendre à Qatar pour participer aux activités prévues par les organisations non gouvernementales dans le cadre de la réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce du 9 au 13 novembre 2001. Voudriez-vous m'envoyer un formulaire de demande de visa.

Je n'ai pas encore pris mes dispositions de voyage parce que je soupçonne qu'il sera difficile de recevoir ce visa et le prix des billets est très onéreux. Je m'occuperai de ceci à la réception du visa.

Comme mes moyens sont limités, je vous demande le retrait des frais de visa et je vous demande d'accorder, au moins exceptionnellement, le retrait de ces frais pour toutes les personnes qui voudraient



attac

faire ce même voyage pour les mêmes raisons.

Au cours de ma visite, j'ai l'intention de participer aux débats démocratiques, événements éducatifs et protestations pacifiques. Je suis content de voir que Qatar est prêt à accueillir la société civile pour cette historique réunion ministérielle de l'OMC. Comme la grande majorité des participants de la société civile, je ne suis pas adhérent à une ONG qui sera présente. Dans le passé ceci n'a jamais été une condition pour entrer dans un pays organisateur d'une telle réunion.

Dans l'attente d'une réponse positive et rapide.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, mes salutations distinguées.

### **Campagne de soutien à ATTAC Maroc: premiers résultats**

Par Jean Pierre Clausse

La campagne de pétitions pour la légalisation d'Attac Maroc, dont Attac 87 est le groupe coordinateur en France au sein du Groupe Méditerranée (\*), a permis d'envoyer 3000 signatures au Premier Ministre Abderahmane Youssoufi, qui nous a répondu le 13 juin en disant qu'il allait « interroger les ministres de l'Intérieur et de la Justice pour l'éclairer sur ce sujet ».

Malgré la "non-légalisation" officielle, le premier congrès d'Attac Maroc s'est tenu les 14 et 15 juillet derniers à Casablanca. Presque tous les groupes locaux étaient représentés, de Tétouan au Nord à Taroudant au Sud et de Casablanca à l'Ouest à Oujda à l'Est, en passant par Rabat, Fès, Meknes, Marrakech, El Hajeb, Sefrou. Manquaient Larache et Tata. Jusqu'au dernier moment, les organisateurs ont craint une interdiction de la part des autorités.

L'ouverture du Congrès le samedi matin par le discours du président d'Attac Maroc fut suivi des interventions du nouveau

président de l'Association Marocaine des Droits de l'Homme et du représentant de l'Association des Diplômés Chômeurs, pour faire le point sur la situation interne du Maroc. S'exprimèrent ensuite les invités, Fathi Chamkhi, le porte-parole du Raid (Attac Tunisie), un Egyptien représentant une organisation de soutien aux travailleurs, moi-même en tant que représentant du Groupe Méditerranée et Henri Saint-Jean pour le Réseau Medbadil (\*\*), pour apporter leur soutien et leur "vision" du combat contre le néo-libéralisme. Dans le public se trouvaient un certain nombre de membres d'autres associations, des sympathisants et des observateurs de groupes "potentiels".

Le travail interne d'Attac Maroc commença l'après-midi avec le rapport moral et financier du bureau national. Celui-ci avait eu à faire face à beaucoup de difficultés, autant par la non-reconnaissance légale que par des problèmes d'organisation interne. Après une séance de questions-réponses sur ce bilan, le bureau donna sa démission (ce qui était prévu). Un appel à volontaires eut lieu pour la présidence du Congrès, en attendant l'élection du nouveau bureau le lendemain après-midi. Là se situe un épisode « épineux », dans la mesure où 7 volontaires se présentèrent, à qui il fut demandé de se mettre d'accord pour choisir l'un d'entre eux comme président. Après plus d'une heure de discussion, trois personnes restèrent en lice sans vouloir lâcher le morceau ! Il fut alors fait appel à Fathi Chamkhi, d'Attac Tunisie, pour prendre une présidence dont il se serait bien passé !

Quatre ateliers étaient prévus pour donner du corps à ce congrès : « la situation socio-économique et les tâches qui en découlent », « orientation et perspectives pour notre mouvement », « politique d'information et de communication », « Structure et organisation de l'association ». Les participants se répartirent et les travaux avancèrent sur les trames et contributions qui avaient été préparées. Seulement le retard pris au cours de l'après-midi obligea à travailler tard dans la soirée.



attac

Nous pensions attaquer le lendemain matin par les comptes-rendus des ateliers, mais le quatrième atelier sur "structure et organisation" suscitait un fort débat ... et demanda une demi-journée supplémentaire pour ne fournir que des propositions divergentes ... La question des statuts est toujours une foire d'empoigne, même dans Attac France où une commission réfléchit dessus actuellement, car il est possible de bloquer complètement toute évolution. Fathi Chamkhi proposa alors que cet atelier fournisse tous les éléments au futur bureau pour avancer. Le nombre de membres de celui-ci fut fixé à 13. 17 candidats se présentèrent et les élections se déroulèrent dans un climat assez tendu. Au vu des résultats et des réactions des uns et des autres, celles-ci m'ont laissé une impression assez bizarre. Il est important que le nouveau bureau cimente, au delà de tout engagement politique d'un certain nombre de ses membres, l'unité et les actions des différents groupes locaux. On ne peut leur souhaiter que bon courage devant l'ampleur de la tâche ...

Cependant, le plus important pour moi dans ce congrès, ce fut de pouvoir échanger avec des militants qui se battent dans des conditions infiniment plus difficiles que nous. Nous n'avons pas de problème de légalisation, nos moyens financiers sont beaucoup plus importants, nous disposons maintenant d'une base de documentation assez large et les médias nous sont (relativement) ouverts. Rien de tout cela pour nos amis marocains ! De plus, le Maroc est vraiment très touché par les plans d'ajustement structurel du FMI et les privatisations battent leur plein, souvent au profit des entreprises françaises ! Nous devons continuer à les soutenir dans leur lutte ! Nous avons actuellement un projet de fourniture de documents (livres et revues) et de collaboration sur des sujets communs (privatisations, dette, éducation). Si vous êtes intéressés, n'hésitez pas à nous contacter. Si vous allez au Maroc, n'hésitez pas à demander des coordonnées pour voir autre chose que les magnifiques paysages et les palais royaux !

Jean-Pierre Clausse

ATTAC Maroc : <http://attac.org/maroc>  
[maroc@attac.org](mailto:maroc@attac.org)

(\*) Groupe Méditerranée : un des groupes "internationaux" d'Attac France qui s'occupe des problématiques méditerranéennes. Il est constitué actuellement de 7 groupes locaux (dont Attac 87). [groupe-mediterranee@attac.org](mailto:groupe-mediterranee@attac.org)

(\*\*) Réseau Medbadil : constitué à l'issue de l'Autre Sommet de Marseille qui a proposé un autre partenariat euro-méditerranéen, il fait maintenant le lien entre toutes les organisations qui étaient présentes lors de ce sommet pour organiser la résistance au libéralisme.

### **Big pharma : acteur de la mondialisation capitaliste**

Par Laurent Ziegelmeier

Le procès de Pretoria a mis en lumière le vrai visage de l'industrie pharmaceutique. Pour le décrire, il suffit d'inverser le slogan des manifestants sud africains : « la vie plutôt que les profits ». Le principal argument de Big Pharma est la protection des brevets, indispensables selon eux au financement de la recherche. Apportons tout de suite une première réponse à ce pseudo argument. En moyenne, dans l'industrie pharmaceutique, les budgets de marketing /publicité sont le double de ceux accordés à la recherche.

Etudions Aventis, premier groupe français, cette « pauvre » entreprise a vu son bénéfice progresser de 63% en un an (environ 7 milliards de francs) et dans le même temps, ses effectifs ont fondu de 3300 salariés à travers le monde. Puisqu'on aborde spécifiquement la recherche, quelle énorme contradiction entre les paroles et les actes de la direction d'Aventis. Gilles Brisson (président du directoire d'Aventis Pharma S.A.) évoque dans un courrier du 16 mars dernier à l'ensemble des salariés que la propriété intellectuelle est la garantie



attac

du progrès thérapeutique pour tous. C'est certainement dans cet esprit que la recherche sur le SIDA a été arrêtée au milieu des années 90 chez Rhône Poulenc Rorer. C'est bien évidemment toujours dans le même esprit qu'un produit efficace contre la bilharziose n'a jamais été produit, et que sur le centre de recherche de Vitry le nombre d'axes de recherche est passé d'une dizaine en 1989 (dont les antimalariques et les antisidas) à 3 en l'an 2000. Il est bon de rappeler ces faits aux dirigeants de l'entreprise qui font preuve d'une certaine amnésie.

Pour prendre la situation actuelle d'Aventis Pharma, c'est certainement toujours dans cet esprit de défense de la recherche que 10% des effectifs ont été supprimés à Vitry en 1998, que le centre de Romainville est dépecé, que des menaces pèsent sur l'avenir de ces deux sites, que Gencell (département de thérapie génique) est voué à l'externalisation !!

Il faut étendre cette réflexion sur la recherche à 3 autres considérations :

- Tout d'abord, où sont les investissements sur les maladies infectieuses et parasitaires ? MSF, dans un communiqué récent à l'AFP, évoque la tuberculose : « la dernière molécule véritablement innovante a 30 ans et le dernier vaccin date de 1923. ». Parlons également du paludisme, contre lequel des chercheurs du CNRS de Toulouse ont récemment mis au point un nouveau traitement. Pour en assurer le développement, ils ont mis en place une start-up Palumed. Là aussi où est Big Pharma ? - Ensuite, évoquons le poids majeur de la notion de profit dans le choix des projets de recherche. Poussons la porte d'Aventis Pharma pour illustrer cette réalité. La direction a mis en place un système d'évaluation des molécules. Jusqu'à quoi de plus normal ? Il est basé sur une notation. Nous nous sommes procurés le tableau d'évaluation pour un antibiotique. C'est très éclairant d'une certaine logique. La note maximale est 87, le besoin médical est sur une échelle de 0 à 3, le marché potentiel de 0 à 10. En clair, si la molécule

correspond à une maladie sans thérapie, elle obtient 3 points. Par contre, si cette molécule a comme « potentiel » un marché de 1 milliard de dollars elle obtient 10 points !! - Enfin, abordons un dernier aspect trop rarement évoqué : le pillage par les trusts pharmaceutiques des pharmacopées locales. Pour des informations plus complètes, il est intéressant de lire l'article dans le Monde Diplomatique de mars 2001 « Stratégies mondiales pour la santé populaire » de Philippe Demenet. Des brevets sont déposés sur des plantes médicinales. Là encore Aventis est très présent. Les populations locales, qui ont livré leurs connaissances, n'en tirent en général aucun profit. Décidément, Big Pharma ne défend la propriété intellectuelle que quand elle sert ses bénéficiaires.

Après cet édifiant tableau, que faire ?

Bien évidemment, à chaque fois qu'une affaire du type « Pretoria » verra le jour, il y aura urgence d'une mobilisation la plus unitaire possible. La victoire en Afrique du Sud est un formidable point d'appui pour tous ceux qui luttent pour le droit universel à la santé. Force est de constater que nombreuses sont les initiatives sur ce sujet, mais malheureusement par trop dispersées. Un cadre unitaire doit voir le jour, car cette mobilisation a vocation à durer.

Mais l'action est indissociable d'une réflexion de fond, l'une et l'autre se nourrissant. Tout d'abord, nous devons sortir de la fausse question : « pour ou contre les génériques ». L'expérience brésilienne devrait nous faire réfléchir : les soins contre le sida y sont gratuits, l'état a économisé plus de 420 millions de dollars pouvant être affectés à d'autres dépenses de santé, enfin entre 1995 et 1998, le nombre de morts du sida a diminué de 50% dans les villes de Sao Paulo et Rio. Jusqu'en 1996, le Brésil ne reconnaissait pas les brevets, et même la nouvelle législation permet toujours la fabrication de médicaments « génériques » (molécules encore protégées par ailleurs) pour cette politique de santé pour le moins originale.



attac

Admettons que cela n'a rien à voir avec ces fabricants de génériques (molécules dont le brevet a expiré) dans les pays riches, en fait filiales de grands groupes pharmaceutiques.

C'est donc bien de la notion de propriété intellectuelle dont il s'agit de débattre. Comme l'écrit la fédération chimie CGT dans un communiqué récent : « les brevets dans ce domaine qui ne sont qu'une confiscation à but hautement lucratif pour des intérêts financiers doivent être levés et permettre à ce que tout malade (...) puisse accéder aux meilleurs traitements. ». Plus globalement, il y a nécessité de mener le débat évoqué dans la fin de ce communiqué : « Il ne s'agit pas d'imposer aux laboratoires de faire l'aumône, mais bien de donner à chaque être humain le droit à la santé et cela repose avec force la question du médicament pour qui, pourquoi faire. ». On pourrait y rajouter avec quelle industrie pharmaceutique ? En effet, un certain rapport de forces peut permettre d'imposer par exemple certaines baisses de prix à Big Pharma. Mais il serait illusoire de croire que l'industrie pharmaceutique n'essaiera pas, et elle en a les moyens, de revenir sur ses concessions. Evoquons la Côte d'Ivoire, où après deux ans de négociations, le prix mensuel de la trithérapie est passé de 5000 à 3000 francs, pour comparaison environ 1000 francs au Brésil. Sur la propriété intellectuelle, la problématique est identique. Il importe toujours d'avoir à l'esprit la nature même de cette industrie : faire du profit.

Dans les pays du Nord aussi, cette mainmise du privé pose de nombreuses questions : quel accès aux médicaments pour les populations les plus pauvres en constante augmentation, comment sont fixés les prix de ces médicaments et leur implication dans le financement de la protection sociale, comment un gouvernement peut-il élaborer une ambitieuse politique de santé publique si l'industrie pharmaceutique va à son encontre....

Le médicament n'est pas un produit comme les autres, il faut le considérer comme partie intégrante de la politique de santé, comme un bien public, au même titre que l'eau, l'énergie... La recherche, la production et la distribution pharmaceutique ne doivent donc pas être régis par les lois du profit, sous le contrôle exclusif de quelques grands groupes privés. Il apparaît clairement que ceux-ci doivent être placés sous contrôle public.

Ce texte se veut une simple contribution au débat indispensable sur le médicament et l'industrie pharmaceutique. Réfléchir et agir, les deux sont indissociables, dans ce combat pour le droit universel à la santé.

Laurent Ziegelmeyer, syndicaliste CGT  
Aventis Pharma Vitry sur Seine

### **La police est folle.**

Par Nicolas Verdon

Témoignage

Lundi 20 août, je me rends au rassemblement organisé à Beaubourg par le collectif « Sang Gênes », pour la journée internationale d'action contre les violences policières. J'ai reçu un email qui l'annonçait.

Il y a peu de monde - moins d'une cinquantaine- éparpillés. Les gens discutent - Seules éléments de visibilité, les bandeaux avec marqué dessus VERGOGNA (Honte) comme à Gênes! Il y a des animateurs de Zaléa TV et Indymédia. Et puis un groupe d'une cinquantaine de CRS se forme à l'écart. Un type avec qui je discutais me dit : "ils ne vont pas être méchants, ils n'ont pas de bouclier ni de casque". Ils mettent leurs gants noirs puis courent vers le parvis. A l'endroit où ils vont, il n'y a qu'une poignée de militants dont les journalistes alternatifs. Du coup je me dis, ce n'est pas pour nous qu'ils sont là, ils cherchent autre chose! Alors ils forment un grand cercle autour de la poignée de militants, de musiciens de rue, de touristes. Que veulent-t-il ?



attac

On s'approche en nombre pour voir ce qu'il se passe. Un chef en civil désigne un copain qui a le tort d'avoir un journal militant à la main, puis les gens de Zaléa TV qui ont le tort de ne pas être des journalistes " officiels ". Des CRS foncent sur le copain, lui passent les menottes et l'entraînent vers l'extérieur. A quelques-uns, on commence à gueuler. " Pourquoi l'arrêtez -vous " , " C'est une atteinte à la démocratie " , " Où l'emmenez-vous " , pas de réponse. Maintenant ils passent les menottes aux animateurs de Zaléa TV qui crient "Nous sommes journalistes, laissez nous travailler". Ils ne leur demandent pas leurs papiers d'identité !

Il y a beaucoup de monde autour, on commence à chanter des slogans classiques " Libérez nos camarades " , " Police partout, justice nulle part ". On crie que c'est une atteinte à la liberté d'expression aux droits démocratiques . Le commissariat est à dix mètres, on les suit . Devant le cordon on continue de chanter en tapant dans les mains. Le gens s'arrêtent de plus en plus nombreux, on leur explique ce qu'il se passe, on leur demande de rester, de chanter. Une jeune femme abasourdie arrive portant un casque et un sac ; c'est à son copain : " On était assis en terrasse d'un café devant le parvis. Quand les flics sont arrivés, il s'est levé. Un militant lui a tendu un journal d'AC, il l'a feuilleté et à ce moment là , les flics l'ont embarqué " !

De nouveau, les CRS forment un large cercle autour de nous et commencent à nous pousser très fermement vers le commissariat . Ils nous "palpent" et nous poussent dans la salle du fond - plusieurs sont toujours menottés. Nous nous regardons, abasourdis ! Une Italienne crie et sanglote, ils lui maintiennent la main dans le dos, elle a mal. Et puis elle ne comprend pas, c'est une touriste. " Pourquoi nous a-t-on arrêtés ? " , pas de réponse. Ils nous font sortir un par un. Un bus attend. Et ils nous " repalpent " devant le commissariat, plus fermement " C'est quoi dans ta poche, une arme ? " " Non ,mes clefs ! " ; C'est quoi dans ton sac une bombe (de peinture) " " Non, (ça s'appelle)

un livre " , " Ah ,vous ne chantez plus maintenant ! " "

On se compte dans le bus, on est 26. Il y a deux italiens, un polonais, deux allemandes : des touristes ; le jeune qui avait osé feuilletter le journal d'AC, un autre qui avait fait l'erreur de coller un autocollant qu'on venait de lui donner : ils n'étaient même pas venus pour le rassemblement . Autour du bus, la foule a grossi, les gens sont aussi abasourdis que nous. Quelques copains, arrivés en retard au rassemblement, font des gestes d'incompréhension. On part, direction : le commissariat du 4ème .Dehors on nous applaudit.

Au commissariat on redemande " pourquoi est-on là " , " on a reçu des ordres " , " de qui ? " , " . " Un chef arrive " mesdames et messieurs bonjours " , nous réitérons " pourquoi nous a-t-on arrêtés " " mais., vous n'êtes pas arrêtés " , " alors qu'est-ce qu'on fait là ? " , " eh bien ., on va vérifier vos identités et vous pourrez partir " Tout ça pour relever nos identités ? Pour ça les menottes ? Pour ça les arrestations arbitraires et musclées de touristes, de passants aussi bien que de militants ? Ils ne nous ont donné aucune justification. Finalement, ils nous ont tous relâchés vers 8 heures. Une copine qui est sortie après moi raconte ce qu'elle a entendu dans le commissariat: L'un des flics qui nous gardait s'est retourné vers un autre en disant " il paraît que tu as tué quelqu'un, c'est vrai ? ". Alors ils se sont tous mis à rire ! ! !

Que voulaient - ils ? Nous faire peur ? Nous ficher pour nous empêcher de traverser la frontière lors de la prochaine grande manifestation ? Un avant-goût de la police anti " émeute " européenne dont rêvent tous les ministres de l'intérieur ? Fini le droit de manifester d'avoir, un journal ou un tract à la main. L'arbitraire, ça me rappelle Gênes. Où va-t-on ? En tous cas, du côté flic ils ont l'air de le savoir et ils s'entraînent.



attac

Il faut recenser les atteintes aux libertés démocratiques et protester massivement à chaque fois. Si vous avez d'autres exemples faites-les circuler.

Nicolas Verdon ATTAC Paris 11 (à titre perso )